

Les armées françaises dans le Golfe Arabo-Persique : un avant-poste européen

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER



Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Auteur du *Dictionnaire géopolitique de la défense européenne* (ed. Unicomm, 2005) et de *La France, l'Europe, l'OTAN : une approche géopolitique de l'atlantisme français* (ed. Unicomm, 2006).

Venu consolider les liens diplomatiques et militaires avec les régimes arabes sunnites du Golfe Arabo-Persique, George W. Bush a accusé le régime iranien de constituer une « menace pour la sécurité des nations » et d'être le « premier partenaire étatique du terrorisme » (Abou Dhabi, le 13 janvier 2008). Lui-même en déplacement au Moyen-Orient, Nicolas Sarkozy a renforcé le « dialogue politique » avec les pays voisins de l'Iran et signé divers accords de coopération. Au plan géopolitique et géostratégique, l'ouverture d'une nouvelle base militaire française à Abou Dhabi, sur le territoire des Emirats Arabes Unis, est une décision majeure (15 janvier 2008). Elle marque la volonté de renforcer la présence française et européenne sur un théâtre méditerranéen élargi au Moyen-Orient (la « plus grande Méditerranée » de Fernand Braudel), au cœur des enjeux énergétiques et sécuritaires mondiaux. Encore faudrait-il que le discours et les représentations géopolitiques du président français soient à la hauteur des défis.

Last week, George W. Bush was in the Gulf to strengthen bonds of diplomatic and military friendship with Arabian and Sunni regimes in this area. He accused the Iranian regime of threatening "the security of nations everywhere" and to be the "world's leading state sponsor of terror" (Abu Dhabi, January 13th 2008). Travelling through out in the Middle-East, Nicolas Sarkozy enhanced the "political dialogue" with the neighbouring countries of Iran and signed different co-operation agreements. From the geopolitical and geostrategic point of view, the implementation of a new French base of military operations is a major decision (January 15th 2008). It testifies to a willingness to reinforce French and European presence on a Mediterranean theatre enlarged to the Middle-East (Fernand Braudel's "Wider Mediterranean Sea"), in the heart of energetic and security global stakes. However, it would be necessary that the French president's speech and geopolitical representations prove equal to the occasion.

Du 13 au 15 janvier 2008, Nicolas Sarkozy a effectué une tournée diplomatique en Arabie Saoudite, au Qatar et aux Emirats Arabes Unis, avec pour objectif de renforcer le « dialogue politique » avec les pays du Golfe Arabo-Persique. Le 13 janvier, les gouvernements français et saoudien ont signé quatre accords de coopération dans le domaine énergétique (gaz et pétrole), en politique étrangère (organisation de « consultations politiques bilatérales »), en matière de coopération scientifique et d'enseignement supérieur ainsi que pour la formation professionnelle et l'enseignement technique. Divers projets de contrats ont été évoqués pour un montant potentiel de 40 milliards d'euros. Au Qatar, le président français était en visite d'Etat et une antenne de Saint-Cyr-Coëtquidan devrait y être prochainement ouverte. Les liens ont été particulièrement resserrés avec les Emirats Arabes Unis où un important accord de coopération nucléaire civile a été passé (Total, Suez et Areva y négocient un partenariat pour y construire deux réacteurs nucléaires de la troisième génération). Les accords de défense entre Paris et Abou-Dhabi (EAU) ont été renforcés et une base navale française y sera installée dès 2009.

Les dimensions énergétiques et culturelles de la présence française dans le Golfe Arabo-Persique (le futur Louvre d'Abou Dhabi et l'Université Sorbonne Abou Dhabi) ne doivent pas éclipser la forte composante militaire et partant géopolitique de cette coopération d'ensemble. Au vrai, cet engagement n'est pas nouveau. Outre les Emirats Arabes Unis, la France est liée par des accords de défense au Qatar et au Koweït ; elle est le

premier fournisseur d'armements des deux premiers pays. Avec Bahreïn et le sultanat d'Oman, la coopération militaire, plus en retrait, serait en progrès. Enfin, Paris entend renforcer le « partenariat stratégique » conclu avec l'Arabie Saoudite en 1996 et deux accords de coopération militaire, avec à la clef la livraison d'équipements militaires, ont été signés à Paris, le 21 juillet 2006 (l'Arabie Saoudite n'en a pas moins préféré le *Typhoon* britannique, version export de l'*Eurofighter*, au *Rafale* français). Conformément au mémorandum signé le 15 janvier 2008, la France devrait instaurer une présence militaire permanente à Abou Dhabi, le plus riche et mieux doté en énergie de la fédération des Emirats Arabes Unis. Située dans le détroit d'Ormuz, cette base interarmées permanente accueillera de 400 à 500 personnes et des éléments pourraient être pré-positionnés dans les semaines à venir. Face aux côtes iraniennes, l'avant-poste militaire français contribuera ainsi à la sécurité d'une zone éminemment stratégique, tant dans la production et la circulation des hydrocarbures que sur le plan des nouvelles menaces (islamo-terrorisme et prolifération balistico-nucléaire). Rappelons simplement les récentes provocations de vedettes des *Pasdarans* (les Gardiens de la Révolution) à l'encontre de bâtiments de la V^e flotte des Etats-Unis (6 janvier 2008).

Pour prendre la juste mesure des enjeux régionaux, il faut insister sur les caractéristiques et l'importance du Golfe Arabo-Persique, débouché maritime du Moyen-Orient sur l'océan Indien. Les Français sont historiquement plus familiarisés avec le Proche-Orient. Cette expression désigne l'ensemble littoral long d'environ 800 km, entre la Turquie au nord et l'Égypte au sud, riverain de la Méditerranée orientale¹. Les pays et populations du Proche-Orient entretiennent des relations étroites et de longue durée – bien avant le transit de flux d'hydrocarbures via le canal de Suez et l'isthme syrien (qui ne se limite pas à la seule Syrie) –, avec les unités politiques et les économies moyen-orientales. C'est après avoir franchi les plateaux de Jordanie, le massif du Golan et l'Anti-Liban que l'on passe au Moyen-Orient. A l'Est de cette ligne de hauteur, la plaque arabique s'incline vers la Mésopotamie et le Golfe Arabo-Persique où elle s'enfonce sous la plaque iranienne. Cette « gouttière » de 2000 km de long et de 500 km de large est une zone de subduction qui recèle entre les deux-tiers et les trois-quarts des réserves mondiales d'hydrocarbures. Ce sont les deux-cinquièmes de la production mondiale de pétrole qui chaque année transitent par le détroit d'Ormuz vers la mer d'Oman et les zones centrales de l'économie mondiale (Amérique du Nord, Europe, Asie de l'Est).

La sécurité du Golfe Arabo-Persique et le libre accès à cette zone énergétique sont des impératifs qui conditionnent l'unicité et la fluidité de l'économie mondiale. Depuis l'effondrement de l'Iran impérial en 1979 et l'adoption de la doctrine Carter l'année suivante, les Etats-Unis n'ont donc eu de cesse de renforcer leur présence militaire et leurs liens avec l'Arabie Saoudite et le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) ; désormais, les forces américaines sont aussi en Irak. La base de commandement des opérations (la composante projetée du Central Command, sis à Tampa) est installée sur la base D'al-Ubeïd (Qatar), Bahreïn est le point d'ancrage de la V^e flotte et le soutien logistique est assuré à partir du Koweït. La future composante militaire française n'a de valeur qu'additionnelle, mais elle manifeste la volonté d'assumer une partie du fardeau dans une zone soumise à de fortes tensions avec le délitement des structures héritées du système de Versailles et de la première moitié du XX^e siècle. La multiplicité des initiatives et des concepts – projet de « Grand Moyen-Orient » (Etats-Unis), « Moyen-Orient au sens large » (UE) et « Initiative de Coopération d'Istanbul » (OTAN) – illustre l'acuité des enjeux régionaux.

Avec l'effondrement du « *dual containment* » mené par les Etats-Unis à l'encontre de l'Irak et de l'Iran dans les années 1990, la menace iranienne de nucléarisation et de sanctuarisation agressive de la région, du Golfe à la Méditerranée orientale, est passée au premier plan. Les déclarations du président Mahmoud Ahmadinejad abondent en menaces ouvertes et ses discours doivent être d'autant plus pris au sérieux que le régime iranien est engagé dans un ambitieux programme nucléaire et balistique. Rien n'est réglé et le dernier rapport des renseignements américains évoque la date de 2009 au plus tôt, plus probablement la fourchette 2010-2015, pour le possible accès de Téhéran à l'arme nucléaire². La question est de savoir si l'Iran a d'ores et déjà repris ou est susceptible de reprendre le programme nucléaire militaire temporairement gelé en 2003.

Aux risques de prolifération nucléaire s'ajoutent les efforts balistiques iraniens, mis en avant par le régime comme manifestation de puissance. En l'état actuel des techniques, le Shahab-3 est jugé être le seul missile (à capacité nucléaire) opérationnel et fiable. Sa portée de 1300 km couvre l'ensemble du Moyen-Orient. D'ores et déjà, une version modifiée (le Shahab-3M) pourrait, avec une charge légère, menacer le Sud-Est de l'Union européenne (1800-2000 km de portée). Dans les cinq ans, ce modèle devrait être consolidé alors que le projet Ashura de missile étagé aura atteint le stade des essais en vol (plus de 2000 km de portée, voire 3000 selon certaines analyses) ; dans les dix ans, le Shahab-3M et l'Ashura seraient pleinement opérationnels (2000-2200 km de portée). Nombre d'experts en Europe s'en inquiètent et la menace iranienne explique pour partie l'engagement français dans la région.

Le Golfe Arabo-Persique est aussi à l'intersection de deux autres ensembles géopolitiques : l'ellipse stratégique énergétique (du Bassin de la Caspienne au Golfe) et l'Asie du Sud Ouest (Péninsule arabique et Golfe Arabo-Persique, Corne de l'Afrique, mer Rouge). Le premier ensemble contient les quatre cinquièmes des réserves mondiales d'hydrocarbures et les stratégies antagonistes des puissances s'y entrecroisent (d'où l'importance de la candidature géorgienne à l'OTAN). Le second ensemble est en proie à divers conflits entremêlés et la Somalie est l'un des théâtres de la *Global War On Terror* (GWOT). Les Français, les Américains et leurs alliés (allemand, espagnol et italien, entre autres) opèrent depuis Djibouti, ses bases et son port en eaux profondes, pour mener la lutte contre l'islamo-terrorisme sur terre et sur mer. Cette plate-forme permet de surveiller le Yémen, de sécuriser le détroit de Bab El Mandeb et de sillonner les eaux adjacentes pour contrôler les flux (voir l'action de la *Task Force 150*).

Les enjeux et les défis de cette vaste aire géopolitique, à laquelle on doit relier aussi l'Afghanistan, concernent au premier chef les Européens qui ne sauraient prétendre s'abstraire de l'espace et du temps pour jouer au vieux sage hégélien. Du reste, ces territoires relèvent de la « grande Méditerranée », comprise comme un ensemble antagonique formé de parties contradictoires que relie flux d'échanges et de menaces. Ainsi délimité, le théâtre méditerranéen élargi s'étire sur près de 7000 km d'est en ouest et un revers des Occidentaux en Afghanistan, ou la déstabilisation du Pakistan, ne manqueraient pas de mettre en évidence l'existence de puissantes interactions dans ce que les Américains nomment le « Grand Moyen-Orient ». Tout se tient et l'heure n'est plus aux rivalités d'organigrammes ; il faut renouer avec l'art de manœuvre, jeter des têtes de pont dans le monde arabo-musulman et y conduire une politique de la « porte ouverte ».

En cela, la décision d'ouvrir une base sur le territoire des Emirats Arabes Unis est de bon augure quant à la perception française des enjeux et l'on peut espérer que cette initiative sera démultipliée dans ses effets par des concours européens et alliés. Encore faudrait-il que les mots et les représentations géopolitiques qu'ils mettent en forme soient à la hauteur des défis ; *a contrario*, certains passages du discours présidentiel prononcé à Riyad, le 14 janvier 2008, ne sont pas sans évoquer le chiraquisme finissant et son orientalisme désuet. Passons sur l'éloge convenu du « métissage », érigé en méthode de salut au cours des années 1980 par les activistes du trotskysme culturel, sous le regard bienveillant de François Mitterrand. Utilisé à tort et à travers, ce mot n'a plus guère de signification et son emploi forcené illustre les errements contemporains. Alain Finkielkraut a justement souligné ce fait : « *Le métissage est la valeur suprême de l'antiracisme contemporain, son maître mot, sa réponse à la préférence nationale et à l'universalisme conquérant (...). Sous le nom de métissage, l'Occidental éclairé s'adonne à toutes les expériences, à toutes les aventures, à toutes les hybridations* »³. Le fantasme de la planète-drugstore n'a guère à voir avec les interactions et influences réciproques entre grandes aires de civilisation.

La vision tronquée et aseptisée de l'Islam, telle que l'exprime le discours de Nicolas Sarkozy, est autrement préoccupante. Alors même que l'histoire des croisades, ces « pèlerinages armés » organisés par les chefs spirituels et temporels de la Chrétienté médiévale, est l'objet de reconstructions idéologiques *a posteriori*, le président français loue la conquête arabo-musulmane de l'Est et du Sud du Bassin méditerranéen, territoires autrefois romains et chrétiens, comme « *un grand élan de piété, de ferveur qui allait tout emporter sur son passage, convertir tant de peuples, et faire naître l'une des plus grandes, des plus belles civilisations que le monde ait connu* ». Le *Djihad*, l'idéologie du cimeterre, la domination arabo-musulmane et le statut de « dhimmitude » qui en résulte pour les Juifs et les Chrétiens d'Orient et d'Afrique du Nord, sont évacués au prétexte de généralités généralisantes.

On notera aussi la référence obligée aux « religions du Livre ». Dans le monde musulman, cette expression n'est pas le signe d'une révérence à la commune origine biblique du judaïsme, du christianisme et de l'islam ; en droit musulman, elle renvoie au judaïsme, au christianisme, au zoroastrisme et aux sabéens, religions dont les adeptes peuvent éviter la mort ou l'esclavage pour peu qu'ils acceptent le statut de « dhimmi » et qu'ils se plient aux discriminations qui en découlent. La nuance n'est pas mince. On retrouve enfin l'allusion implicite à l'âge des ténèbres que serait le Moyen Age, cette belle et grande civilisation qui longtemps a su défier l'action corrosive du siècle⁴ ; il est certes bien fondé de rappeler le travail opéré par « *les savants* » du monde musulman qui « *traduisirent Aristote et Platon* » mais il serait juste au plan historique de souligner le rôle des Juifs et Chrétiens d'Orient dans cette entreprise, de Cordoue à Bagdad, sans oublier Constantinople et l'Empire byzantin. Par ailleurs, les écoles épiscopales et monastères d'Occident n'ont jamais cessé de lire, traduire, méditer et transmettre les textes hérités de l'Antiquité gréco-romaine.

L'hommage de rigueur aux soufistes et à la mémoire d'Averroès nous a heureusement été épargné. Dieu soit loué ! Pourtant, le discours de Riyad nous laisse le sentiment que « *Rome n'est plus dans Rome* », ce qui certes n'est pas chose nouvelle. Dans le Golfe Arabo-Persique comme en Afghanistan, les lignes de force de la

diplomatie et de la stratégie françaises bougent et le mouvement semble aller dans le bon sens. Plutôt que de ratiociner sur les supposées vertus d'un monde multipolaire, le président français se porte là où le danger est le plus grand. De fait, les frontières se défendent à l'avant. Il reste cependant à trouver les mots justes pour exprimer cette « politique de civilisation » dont Nicolas Sarkozy se veut le héraut. « *Au fond des victoires d'Alexandre, écrit Charles De Gaulle, on retrouve toujours Aristote* »⁵.

Jean-Sylvestre MONGRENIER

Notes

¹ Cf. Yves Lacoste, *Géopolitique de la Méditerranée*, Armand Colin, 2006, pp. 369-372.

² Il s'agit du rapport de la *National Intelligence Estimate* rendu public le 3 décembre 2007 (*Iran : Nuclear Intentions and Capabilities*). Ce rapport juge « avec un haut degré de certitude » que l'Iran a gelé son programme d'armes nucléaires à l'automne 2003, estime avec « un niveau modéré de certitude » qu'à la mi-2007, le régime n'a pas relancé ce programme, en raison de la surveillance et de la pression internationales, et juge « avec un degré de certitude de moyen à élevé que Téhéran laisse à tout le moins ouverte l'option de développer des armes nucléaires » (extraits cités par *Le Monde*, 6 décembre 2007).

³ Cf. Alain Finkielkraut et Peter Sloterdijk, *Les battements du monde*, Pauvert, 2003, p. 48.

⁴ Cf. Jacques Heers, *Le Moyen Âge, une imposture ?*, Perrin, 1992.

⁵ *Vers l'armée de métier*, 1934.

Cet article est publié en partenariat avec le portail d'information **Fenêtre sur l'Europe** (<http://www.fenetreurope.com>).